

stances one of the poorer Colonies of British America, she would meet with no ungenerous treatment at his hands. But while he said this, he must resent the attempt on the part of some hon. gentlemen to prevent a free discussion and deliberation on the subject in this House. The Minister of Public Works has attacked his hon. friend from Wellington South, because that hon. gentleman held himself free from any obligations with reference to this question in consequence of the course taken at the Quebec Conference. He (Mr. Mackenzie,) endorsed the language of his hon. friend from Wellington South, to its entire extent. The terms proposed at the Quebec Conference not having been then accepted, he considered that all parties were free to propose new terms. The gentlemen who were now so ably representing Newfoundland had not considered themselves bound by these terms, but had come here with entirely new terms; and if so, why should any member of this House be held bound by those terms. He had been amused to hear the Minister of Public Works speak of the inconsistency of the member for Wellington South. Nothing could be more grotesque than to hear the Minister of Public Works lecturing any gentleman for his inconsistency. That hon. gentleman had been found delivering opposition opinions on every possible subject at various periods in his history. (Hear, hear.) He regretted that the Minister of Customs should have imported into the discussion matter wholly irrelevant to the motion before the chair. He would not follow the hon. gentleman in his calculations as to the Customs further than to say that his figures were utterly incorrect. He was not surprised, however, that the Minister of Customs' reason should have made the mistake, when last year he made a mistake of nearly a million and a half on the probable proceeds of the Customs. He supposed his calculations as to the approximate income from Newfoundland would turn out about as correct as his calculations as to the Customs last year. As regarded the motion before the chair he could not conceive anything more inconsistent with the duties and obligations of the Dominion Government than that it should undertake the management of the public lands of Newfoundland. He could not understand how the member for Sherbrooke (Hon. Mr. Galt) could have ventured at the London Conference, as he told the House he did, to urge that the Act of Union should assign to the Dominion the Crown Lands of the various Provinces in violation of the terms of the Quebec resolutions. He (Mr. Mackenzie) did not hesitate to say that if the Quebec arrangement had been changed in that particular,

[Mr. Mackenzie—M. Mackenzie.]

nature de son sol et sa situation socio-économique l'une des colonies les plus pauvres de l'Amérique britannique, il tient à se montrer généreux à son égard. Il est néanmoins fâché de la tentative de certains députés d'empêcher une discussion libre et l'examen du sujet à la Chambre. Le ministre des Travaux publics a attaqué son ami de Wellington Sud qui se disait libre de toutes obligations vis-à-vis des décisions prises lors de la Conférence de Québec. M. Mackenzie se rallie entièrement à l'avis du député de Wellington Sud. Les conditions proposées à la conférence de Québec n'ayant pas été acceptées alors, il considère que tous les partis sont libres d'en proposer de nouvelles. Ceux qui, avec tant d'habileté, représentent Terre-Neuve, ne se sont pas considérés comme liés par ces conditions, mais en ont présenté de totalement nouvelles; donc, pourquoi un député devrait-il se croire lié par ces conditions? Il trouve amusant que le ministre des Travaux publics parle de l'illogisme du député de Wellington Sud. Rien ne pourrait être plus saugrenu que d'entendre le ministre des Travaux publics sermonnant un député pour son illogisme. Ce ministre, on l'a constaté, a exposé les opinions les plus contraires sur tous les sujets possibles. (Applaudissements.) Il regrette que le ministre des Douanes ait soulevé des questions tout à fait étrangères à la motion à l'étude. Il ne parvient pas à le suivre dans ses calculs en matière de douanes et ne peut qu'affirmer que ses chiffres sont tout à fait inexacts. Il n'est pas surpris toutefois que le ministre des Douanes ait commis cette erreur, car l'année dernière il s'est trompé de près d'un million et demi sur les prévisions de recettes des douanes. Les calculs du ministre quant aux recettes que fournirait Terre-Neuve se révéleraient tout aussi exacts que ses prévisions de recettes des douanes de l'année dernière. Pour ce qui est de la motion à l'étude il ne peut concevoir rien de plus incompatible avec les fonctions et obligations du Gouvernement du Dominion que la gestion des terres domaniales de Terre-Neuve. Il ne peut comprendre comment le député de Sherbrooke (l'hon. M. Galt) se soit aventuré à la Conférence de Londres pour y prôner, comme il l'a indiqué à la Chambre, que l'Acte d'Union assigne au Dominion les terres domaniales des diverses provinces en violation des résolutions de Québec. M. Mackenzie n'hésite pas à dire que si l'accord de Québec à ce sujet avait été modifié, l'Ontario n'aurait pas accepté l'Acte d'Union. Le Premier Ministre et le ministre des Travaux publics ont pris parti ce soir au sujet de notre position à l'égard des conclusions de la Conférence de Québec. Selon le